

# **GE\_GERICHTE AARP/319/2015 vom 27. Juli 2015**

GE Cour de justice, 2015-07-27, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge\\_gerichte\\_AARP\\_319\\_2015](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_AARP_319_2015)

FR: GE\_GERICHTE AARP/319/2015 du 27 juillet 2015

IT: GE\_GERICHTE AARP/319/2015 del 27 luglio 2015

## **Erwägungen**

### **E. 1**

1.1.1. La CPAR est l'autorité compétente en matière de révision à compter du 1er janvier 2011 (art. 21 al. 1 let. b du Code de procédure pénale suisse du 5 octobre 2007 [CPP ; RS 312.0] cum art. 130 al. 1 let. a de la LOJ. En l'espèce, les demandes de révision ont été formées par-devant l'autorité compétente et selon la forme prévue par la loi (art. 411 al. 1 CPP). 1.1.2. En vertu de l'art. 57 CPP, lorsqu'une personne qui exerce une fonction au sein d'une autorité pénale a un motif de se récuser, elle doit le déclarer en temps utile à la direction de la procédure. Selon l'art. 60 al. 1 CPP, les actes de procédure auxquels a participé une personne tenue de se récuser sont annulés et répétés si une partie le demande au plus tard cinq

- 5/9 - P/7438/2015 jours après qu'elle a eu connaissance du motif de récusation. L'al. 3 de cette disposition précise que si un motif de récusation n'est découvert qu'après la clôture de la procédure, les dispositions sur la révision sont applicables.

### **E. 1.2**

La question de savoir si la voie de la révision est ouverte dans un tel cas même lorsque le jugement contesté n'est pas entré en force au sens des art. 410 al. 1 et 437 al. 1 let. a CPP peut rester indécise en l'espèce, dès lors qu'il convient, par souci d'économie de procédure, d'entrer en matière et d'admettre les demandes pour les motifs qui suivent.

### **E. 2**

2.1.1. A teneur de l'art. 30 al. 1 de la Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999 (Cst. ; RS 101) - qui de ce point de vue a la même portée que l'art. 6 § 1 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950 (CEDH ; RS 0.101) -, toute personne dont la cause doit être jugée dans une procédure judiciaire a droit à ce que sa cause soit portée devant un tribunal établi par la loi, compétent, indépendant et impartial. Cette norme impose aux autorités judiciaires de statuer dans une composition régulière (ATF 140 II 141 consid. 1.1 ; 129 V 335 consid. 1.1.3 ; arrêt du Tribunal fédéral des assurances I 688/2003 du 15 mars 2004 consid. 2, publié in RDAF 2005 I p. 62). La composition irrégulière d'une autorité constitue un vice fondamental, qui ne peut être réparé ; seul un nouveau jugement, rendu par un tribunal établi conformément à la loi, est susceptible de rétablir une situation conforme au droit (arrêts du Tribunal fédéral 6B\_225/2015 du 30 juin 2015 consid. 1.2, 9C\_185/2009 du 19 août 2009 consid. 2.1.2). Pour des raisons de sécurité du droit, il s'agit toutefois d'une cause d'annulabilité - et non de nullité - du jugement rendu (ATF 140 II 141 précité, consid. 1.2 ; 136 I 207 consid. 5.6 précité ; arrêt du Tribunal fédéral 8C\_829/2012 du 4 juin 2013 consid. 4). 2.1.2. Selon l'art. 129 al. 2 LOJ, la CPAR s'adjoit quatre juges assesseurs lorsqu'elle statue en appel des jugements du Tribunal criminel ; ces derniers sont des magistrats (art. 5 al. 2 et al. 3, art.

117 al. 6 LOJ) qui, pour exercer leurs fonctions, doivent remplir les conditions de l'art. 10 al. 2 let. b LOJ (applicable par le renvoi de l'art. 5 al. 4 LOJ), norme qui fixe à 72 ans la limite d'âge pour exercer la charge d'assesseur (plus précisément, à la fin du mois au cours duquel ils atteignent cet âge). Le droit à un tribunal établi par la loi est violé lorsqu'un juge participe à une décision alors que sa nomination n'est pas valable faute d'une condition d'éligibilité (ATF 136 I 207 consid. 5.6 = JdT 2011 II 435 ; arrêt du Tribunal fédéral 6B\_225/2015 du 30 juin 2015 consid. 1.3). En l'occurrence, il est établi que lorsqu'elle a statué sur les appels formés par les requérants, la CPAR était composée d'une juge qui ne remplissait pas les conditions

- 6/9 - P/7438/2015 légales d'éligibilité. Il convient en conséquence d'admettre les demandes, d'annuler l'arrêt entrepris et de renvoyer la cause à l'autorité précitée, afin qu'elle procède à de nouveaux débats et rende une nouvelle décision. En revanche, le vice invoqué n'affecte pas la validité des ordonnances présidentielles rendues, soit en particulier de l'OARP/87/2014 du 31 mars 2014 destinée à fixer les débats et rejetant notamment les réquisitions de preuves présentées à l'époque par A\_\_\_\_\_. Il en va de même du procès-verbal d'audience recueillant les propos tenus par les parties et le témoin.

### **E. 3**

Les demandes étant admises, il ne sera pas perçu de frais (art. 428 CPP a contrario).

### **E. 4**

4.1.1. Selon l'art. 135 al. 1 CPP, le défenseur d'office est indemnisé conformément au tarif des avocats de la Confédération ou du canton du for du procès. S'agissant d'une affaire soumise à la juridiction cantonale genevoise, c'est le droit genevois qui s'applique, à savoir le règlement sur l'assistance juridique et l'indemnisation des conseils juridiques et défenseurs d'office en matière civile, administrative et pénale du 28 juillet 2010 (RAJ ; E 2 05.04).

A teneur de la jurisprudence, ce qui est décisif pour fixer la rémunération de l'avocat, c'est le nombre d'heures nécessaires pour assurer la défense d'office du prévenu (arrêt du Tribunal fédéral 2C\_509/2007 du 19 novembre 2007 consid. 4). Pour fixer cette indemnité, l'autorité doit tenir compte de la nature et de l'importance de la cause, des difficultés particulières que celle-ci peut présenter en fait et en droit, du temps que l'avocat lui a consacré, de la qualité de son travail, du nombre des conférences, audiences et instances auxquelles il a pris part, du résultat obtenu ainsi que de la responsabilité assumée (arrêt du Tribunal fédéral 6B\_810/2010 du 25 mai 2011 consid. 2 et les références citées). L'autorité judiciaire doit prendre en compte la liste de frais présentée et motiver au moins brièvement les postes sur lesquels elle n'entend pas confirmer les montants ou les durées y figurant (arrêt du Tribunal fédéral 6B\_124/2012 du 22 juin 2012 consid. 2.3 et les références citées). Les autorités cantonales jouissent d'une importante marge d'appréciation lorsqu'elles fixent, dans la procédure, la rémunération du défenseur d'office (arrêt de la Cour des plaintes du Tribunal pénal fédéral, BB.2013.127 du 4 décembre 2013 consid. 4.2). L'art. 17 RAJ mentionne que "l'état de frais détaille par rubriques les activités donnant lieu à indemnisation, avec indication du temps consacré. Les justificatifs des frais sont joints. Les directives du greffe sont applicables pour le surplus". Selon l'art. 16 al. 1 RAJ, l'indemnité due à l'avocat et au défenseur d'office en matière pénale est calculée selon le tarif horaire suivant, débours de l'étude inclus : avocat stagiaire CHF 65.- (let. a) ; collaborateur CHF 125.- (let. b) ; chef d'étude CHF 200.- (let. c). La TVA est versée en sus. 4.1.2. Par arrêt du

6 novembre 2014 dans les causes BB.2014.26 et BB.2014.136-137, le Tribunal pénal fédéral a jugé qu'il convenait de tenter de

- 7/9 - P/7438/2015 satisfaisante, dans la mesure où cela était encore possible a posteriori, aux principes posés par la jurisprudence (ATF 139 IV 199 consid. 5.1) selon laquelle, à chaque étape de la procédure, la juridiction saisie du fond devait se prononcer sur l'indemnisation du défenseur d'office ou du conseiller juridique gratuit, ce qui ouvrirait la voie à l'appel, respectivement au recours, s'agissant de la taxation par l'autorité de première instance, la juridiction d'appel n'étant compétente, au sens de l'art. 135 al. 2 CPP, que pour taxer l'activité postérieure à sa saisine. La CPAR s'est inspirée jusqu'à présent des "Instructions relatives à l'établissement de l'état de frais" et de "l'Etat de frais standard – Mode d'emploi et modèle" émis en 2002 et 2004, dans un souci de rationalisation et de simplification, par le Service de l'assistance juridique, autrefois chargé de la taxation. En particulier, une indemnisation forfaitaire de 20% jusqu'à 30 heures d'activité consacrée aux conférences, audiences et autres actes de la procédure, ou 10% lorsque l'état de frais porte sur plus de 30 heures, est allouée pour les démarches diverses, telles la rédaction de courriers ou notes, les entretiens téléphoniques et la lecture de communications, pièces et décisions, sous réserve d'exceptions possibles, pour des documents particulièrement volumineux ou nécessitant un examen poussé, charge à l'avocat d'en justifier. Le temps consacré à la procédure ne doit être pris en considération que dans la mesure où il apparaît raisonnablement nécessaire à l'accomplissement du mandat par un avocat expérimenté, les activités consistant en un soutien moral n'étant pas rétribuées, et que seules sont prises en considération les opérations directement liées à la procédure pénale, l'avocat devant ainsi veiller au respect du principe de proportionnalité et être expéditif et efficace dans son travail (décisions de la Cour des plaintes du Tribunal pénal fédéral BB.2015.8 du 21 juillet 2015 consid. 5.3 et 7.2, BB.2013.176 du 25 avril 2014 et les références citées). 4.2.1. En l'espèce, la note d'honoraires présentée par Me D\_\_\_\_\_ comporte six heures d'activité, dont quatre heures et demie consacrées à trois conférences avec le client à la prison de Champ-Dollon, toutes postérieures à la rédaction de la demande de révision. Or, une seule d'entre elles apparaît pouvoir raisonnablement être justifiée par la nécessité d'informer le client de l'évolution de la procédure, étant également rappelé qu'il n'y a en règle générale pas lieu d'indemniser plus d'une visite par mois au cours de la procédure préliminaire et de la procédure de première instance et/ou d'appel. Ainsi, l'activité déployée sera admise à hauteur de trois heures à CHF 200.-, soit CHF 600.-, auquel s'ajoutent l'indemnisation forfaitaire de 20% (CHF 120.-) s'agissant d'une procédure indépendante de celle portant sur le fond, et la TVA à 8% (CHF 57.60), ce qui correspond à un total de CHF 777.60, arrondi à CHF 780.-.

4.2.2. Bien que le défenseur d'office de A\_\_\_\_\_ n'ait pas produit sa note d'honoraires, il convient de lui octroyer une indemnité équivalente pour la procédure en révision, cela par identité de motifs.

- 8/9 - P/7438/2015

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.